

[print](#)

La géopolitique selon « Arab Idol »

De [Ahmed Bensaada](#)

Global Research, décembre 15, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-geopolitique-selon-arab-idol/5420015>

Le rôle proactif qu'ont joué certaines chaînes de télévision satellitaires arabes dans les évènements qui ont secoué les pays arabes - improprement baptisés « printemps » arabe - a été longuement discuté par de nombreux observateurs. Il est actuellement de notoriété publique que des chaînes comme la Qatarie Al Jazira ou la Saoudienne Al Arabiya ne sont que de puissants instruments médiatiques au service d'agendas politiques concoctés par les pays qui les ont créées, financées et idéologiquement orientées et ce, bien avant les révoltes « printanières » [1]. Comme le reconnaît si bien un analyste saoudien : « *Les deux chaînes se préoccupent davantage de véhiculer les points de vue de leurs bailleurs de fonds que d'informer d'une manière professionnelle et objective* » [2]. Cet alignement contraire à l'éthique journalistique a été non seulement flagrant dans la couverture du printemps arabe, mais aussi dans d'autres dossiers comme celui du massacre de Gaza [3] ou de l'éviction de Mohamed Morsi, le président égyptien issu des Frères musulmans [4].

Concernant la Syrie, Sultan Al Qassemi affirme que « *dans leur tentative de soutenir la cause des rebelles syriens, ces géants des médias ont abaissé leurs normes journalistiques, abandonné les contrôles rudimentaires des faits et se sont appuyés sur des appels anonymes et des vidéos non vérifiées [...]* » [5].

La partialité politiquement téléguidée de ces médias qui, auparavant, jouissaient d'une crédibilité sans précédent dans le monde arabe [6] a effrité leur crédibilité [7] et provoqué l'effondrement de l'audience de la chaîne qatarie [8].

En réalité, le « printemps » arabe et ses dramatiques conséquences n'ont été que les révélateurs des agendas politiques établis depuis la création de ces médias.



Al Jazira et Wadah Khanfar

Al Jazira a été fondée en 1996 par l'émir du Qatar, cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani qui avait pris le pouvoir une année plus tôt en renversant nul autre que son père. Dotée d'une allocation de 150 millions de dollars à sa création, les dépenses du groupe ont été estimées à 650 millions de dollars en 2010 [9].

		
<p>Cheikh Khalifa bin Hamad Al Thani Émir du Qatar (février 1972 – juin 1995) Renversé par son fils Hamad, le 27 juin 1995</p>	<p>Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani Émir du Qatar (27 juin 1995 – 25 juin 2013) A abdiqué en faveur de son fils Tamim, le 25 juin 2013</p>	<p>Cheikh Tamin bin Hamad bin Khalifa Al Thani Émir du Qatar (25 juin 2013-) Fils de Hamad et petit-fils de Khalifa. Il est le fils de la seconde épouse et préférée de son père, Cheikha Mozah bint Nasser Al Misned. Nasser bin Misned, son grand-père maternel, était le plus virulent opposant à Khalifa, son grand-père paternel.</p>

Al Jazira a été dirigée par le Palestinien Wadah Khanfar pendant huit ans (de 2003 à 2011). Et le passage de ce directeur général de tendance notoirement islamiste [10] à la tête de ce média majeur dans le monde arabe n'est pas passé inaperçu. Khanfar est apparu dans le classement *Forbes* 2009 au 54^e rang des personnalités les plus puissantes du monde et, en 2011, a été porté aux nues par le magazine américain *Fast Company* qui l'a classé parmi les cent managers les plus créatifs en affaires [11].



Wadah Khanfar, l'ancien directeur général d'Al Jazira

Et ce n'est pas tout. À peine sept mois après avoir été poussé à la démission d'Al

Jazira, Khanfar a rejoint l'International Crisis Group (ICG) [12], un think tank américain basé à Washington dans lequel sont impliqués de nombreux politiciens occidentaux de premier plan, en particulier américains ou provenant des pays membres de l'OTAN. En 2013, l'ICG a disposé d'un budget dépassant les 18 millions de dollars et dont environ la moitié provenait de subventions octroyées par des gouvernements exclusivement occidentaux [13]. Wadah Khanfar siège à l'ICG en compagnie de George Soros, président de l'Open Society Institute (OSI) ou de Nahum Barnea, chroniqueur en chef du journal israélien Yedioth Ahronoth [14]. Rappelons que Soros est un milliardaire américain, illustre spéculateur financier, qui a été fortement impliqué, via ses fondations, dans les révolutions colorées et dans la formation des activistes arabes qui ont orchestré le fameux « printemps » arabe [15]. Parmi les personnalités américaines les plus influentes du Conseil d'administration de l'ICG figure le nom de Morton Isaac Abramowitz, ancien Secrétaire d'État adjoint chargé du renseignement et de la recherche dans l'administration Reagan. Il est aussi intéressant de mentionner qu'Abramowitz a été un membre influent du Conseil d'administration de la National Endowment for Democracy (NED) et ce, pendant neuf ans. En 2007, la NED l'a honoré en lui décernant la « Democracy Service Medal », en reconnaissance de « sa contribution exceptionnelle à l'avancement des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde » [16]. Est-il nécessaire de mentionner que la NED est le principal organisme américain d' « exportation » de la démocratie? Tout comme l'OSI, elle a été impliquée dans les révolutions colorées, le « printemps » arabe [17], mais aussi dans l'Euromaïdan [18] et la récente « révolution des parapluies » à Hong Kong [19].

Parmi les principaux conseillers de l'ICG, on peut citer Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller présidentiel à la sécurité nationale des États-Unis, Shimon Peres, ancien président et premier ministre d'Israël ou Shlomo BenAmi, ancien ministre des Affaires étrangère d'Israël [20].



George Soros



Zbigniew Brzezinski

George Soros et Zbigniew Brzezinski: deux membres influents de l'International Crisis Group (ICG)

Avec tout ce beau monde, il n'est pas difficile de savoir quels intérêts sert cette organisation qui se dit « engagée à prévenir et résoudre les conflits meurtriers » [21].

Toutes ces marques de déférence dont semble jouir Wadah Khanfar de la part d'organismes américains a peut-être une explication très simple si on en croit certains câbles Wikileaks signés par l'ambassadeur américain à Qatar de l'époque, Chase Untermeyer. En effet, selon ces documents, Khanfar aurait été en « contact permanent » avec l'U.S. Defense Intelligence Agency (Agence américaine du renseignement de la défense) et qu'il aurait procédé à la modification de la couverture de certaines nouvelles en réponse à la pression américaine [22]. Selon le New York Times, il aurait aussi exhorté les responsables américains à garder le secret sur leur collaboration [23].

Wadah Khanfar a été remplacé par le cheikh Ahmed Ben Jassem Al Thani, un membre de la famille régnante qatarie. En 2013, ce dernier a été nommé ministre de l'économie et du commerce [24].



Al Arabiya, « Voice of America »

Le résumé du câble Wikileaks 09RIYADH651, rédigé en 2009 par l'ambassade américaine en Arabie Saoudite, clarifie les questions de la propriété et de l'orientation idéologique des médias saoudiens [25]. On peut y lire : « *Le système de réglementation Saoudien offre au régime des Al Saoud un moyen de manipuler les médias imprimés de la nation pour promouvoir son propre agenda sans exercer la surveillance au jour le jour sur les journalistes et les journalistes saoudiens sont libres d'écrire ce qu'ils veulent à condition qu'ils ne critiquent pas la famille régnante ou exposent la corruption du gouvernement. En outre, la plupart des médias en Arabie Saoudite – imprimés et électroniques – appartiennent à des membres de la famille royale, et en conséquence l'autocensure est à l'ordre du jour* ».

Et Al Arabiya ne fait pas exception.

Lancée en 2003, en pleine guerre d'Irak, elle avait pour but de concurrencer et, surtout, de contrer Al Jazira qui, dans les années 90, n'hésitait pas à critiquer la famille royale saoudienne [26]. Elle a été créée avec un montant initial de 300 millions de dollars et, selon certains experts, son budget de fonctionnement avoisinerait les centaines de millions de dollars [27].

El Arabiya appartient majoritairement au groupe MBC (Middle East Broadcasting Centre), cofondé et présidé par un certain Walid Al Ibrahim.



Walid Al Ibrahim, cofondateur et PDG du groupe MBC

Walid Al Ibrahim est le frère d'Al Jawhara Al Ibrahim, une des nombreuses épouses mais néanmoins favorite de feu le roi Fahd. Al Jawhara avait quitté son premier époux pour s'unir au plus haut représentant des Al Saoud. Selon certains observateurs, c'est à partir de cette union que la famille des Al Ibrahim est « sorti de l'obscurité », offrant aux frères d'Al Jawhara l'opportunité de devenir d'influents businessmen non sans leur attirer les critiques et les commérages des cercles royaux [28]. En plus d'Al Jawhara, Walid a deux autres sœurs et dix demi-sœurs dont plusieurs ont épousé des Al Saoud. Ses deux sœurs, Maha et Mohdi sont respectivement mariées au prince Abderrahmane Al Saoud (Ex vice-ministre saoudien de la défense et de l'aviation) et Khaled Al Angari (Ministre saoudien de l'enseignement supérieur) [29].

Rare interview de la princesse Al Jawhara Al Ibrahim, veuve du roi Fahd et sœur de Walid Al Ibrahim (11 février 2009)

Walid est aussi l'oncle maternel du prince Abdul Aziz, unique enfant de sa sœur Al Jawhara et le plus jeune fils (et le préféré) du roi Fahd [30]. Dès son jeune âge (dans une monarchie gérontocrate), Abdul Aziz a occupé des postes importants dans le gouvernement saoudien. Tout d'abord ministre d'État sans portefeuille, il a été ensuite nommé chef du bureau du Conseil des ministres alors qu'il n'avait que 27 ans [31]. Limogé en avril 2014 [32], le prince mène actuellement une vie de playboy

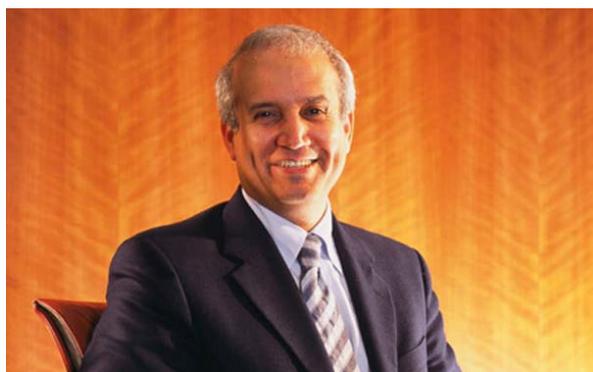
milliardaire, mais aussi d'homme d'affaires avisé. Pour l'anecdote, c'est son convoi qui a été spectaculairement cambriolé sur une autoroute parisienne en août 2014 [33].



Le prince Abdul Aziz aux funérailles de son père, le roi Fahd d'Arabie saoudite (2 août 2005)

De son vivant, le roi Fahd considérait MBC comme son projet personnel. D'ailleurs une blague circulait dans ce temps prétendant que le roi racontait que l'acronyme MBC voulait dire « My Broadcasting Company » et qu'il appelait la station pour demander la diffusion de telle ou telle émission selon son humeur [34]. En effet, alors que le soutien financier du roi Fahd à MBC dans ses premières années restera une question de conjecture, l'ampleur du soutien logistique royal était de notoriété publique [35]. Et, maintenant, c'est le fils qui en retire les dividendes : selon le câble Wikileaks 09RIYADH651 cité précédemment, le prince Abdul Aziz recevrait « 50% de tous les profits de l'empire MBC ».

Al Arabiya, la chaîne de nouvelles du groupe MBC, a été dirigée par un journaliste saoudien, Abdul Rahman Al Rached, de 2004 à 2014. Contrairement à Wadah Khanfar, il est connu pour son opposition à l'islam politique et aux Frères musulmans, ce qui lui a attiré les foudres des islamistes et, par la même occasion, explique le rôle qu'a joué cette chaîne en Égypte [36].



Abdul Rahman Al Rached, ancien directeur général d'Al Arabiya

Selon le politologue Mohamed El Oifi, « *Al-Arabiya se retrouve prisonnière de l'image d'une chaîne qui "reflète le point de vue américain", voire israélien, si bien que ses détracteurs l'appellent Al-Ibriya (la juive)* » [37].



Campagne de salissage d'Al Arabiya sur la blogosphère

Traduction du texte en arabe: "Al Arabiya: plus juive que les juifs; l'information américaine intelligente avec un visage arabe"

Abdul Rahman Al Rached a dû lui-même monter au créneau (sans trop convaincre) pour démentir de telles allégations lors du massacre de Gaza de 2009 [38]. À propos de la même tragédie, l'universitaire saoudien Mohsen Al Awaji a déclaré dans une entrevue à la chaîne elle-même qu'« *Al Arabiya [...] a pris le parti de l'ennemi sioniste* » et que « *certaines chaînes sionistes étaient plus justes dans le traitement des événements de Gaza qu'Al Arabiya* » [39].

Mohsen Al Awaji critique Al Arabiya

Cette proximité entre la ligne éditoriale d'Al Arabiya et les intérêts américains a été manifeste dès la création de la chaîne. En effet, en mai 2004, le président Bush avait

choisi Al Arabiya et non Al Jazira pour donner son interview sur l'affaire de la prison d'Abou Ghraib. C'est ce qui a fait dire à certains que Washington avait clairement établi qui était de son bord et qui ne l'était pas [40]. Et en guise de confirmation, Al Arabiya a aussi réalisé, en février 2009, la première interview accordée par le président Obama à une télévision arabe [41].

Obama sur Al Arabiya: première interview du président américain à une télévision arabe

Al Arabiya a été accusée de prôner la « normalisation » avec l'État hébreu. Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah « a publiquement dénoncé ce qu'il considère comme de la propagande d'Al-Arabiya en faveur d'Israël dans le monde arabe » [42].

Le 26 juillet 2014, en pleine agression israélienne contre Gaza, Al Arabiya a publié sur son site un texte signé par l'éditorialiste saoudien Mohammed Al Sheikh intitulé « La paix avec Israël est la solution » [43]. Cette déclaration longuement dissertée fit réagir le commentateur israélien Yaron Friedman qui qualifia l'article de surprenant. « Pourquoi cet article est-il publié en Arabie Saoudite et pourquoi maintenant ? », demande-t-il. « La famille du rédacteur est extrêmement influente en Arabie Saoudite et ses origines remontent à la famille Wahhabite fondatrice du royaume. Les membres de sa famille, qui est originaire du désert du Najd et de la Capitale de Riyad, comprend des dignitaires religieux éminents, des imams, des muftis et des Ministres de l'Éducation et de la Justice » [44].

Il conclut son analyse en déclarant : « Aujourd'hui, l'Arabie Saoudite et Israël ont en commun plus d'intérêts que jamais, y compris dans la lutte pour stopper le programme nucléaire iranien, la guerre contre le mouvement des Frères Musulmans et ses filiales (le Hamas), le soutien au régime Al-Sissi en Égypte, le maintien de la stabilité du royaume de Jordanie, le face-à-face contre le régime de Bachar Al Assad en Syrie et contre le Hezbollah au Liban, la guerre contre Al Qaïda et, plus précisément, l'État Islamique en Irak et en Syrie, actuellement, et la liste est loin d'être close... ».

« L'intérêt de l'Arabie Saoudite serait, tout simplement, de mettre un terme au "petit conflit" entre Israël et les Palestiniens, de façon à ce qu'Israël soit de son côté dans le "grand conflit" contre les Chiites et la menace terroriste sunnite grandissante ».



Arab Idol ou le divertissement politisé

Il ne fait donc plus aucun doute que les deux chaînes d'information les plus célèbres du monde arabe ont des lignes éditoriales qui reflètent fidèlement les visions politiques des gouvernements des pays qui les ont fondées et qui les financent.

Dans le cas du réseau MBC, ces agendas ne sont pas uniquement véhiculés via la chaîne de nouvelles Al Arabiya. Une émission de divertissement très prisée par le public panarabe comme « Arab Idol » est aussi utilisée à cette fin. Diffusée par la chaîne MBC1, elle en est à sa troisième édition. Basé sur le concept du show télévisé britannique « Pop Idol », le principe de cette émission est très simple. Des jeunes candidats sont sélectionnés à travers le monde arabe pour leurs talents de chanteurs. Chaque semaine, chacun d'entre eux, représentant son propre pays, interprète des chansons devant un public. Le show est diffusé et les téléspectateurs sont invités à voter par SMS pour le candidat de leur choix et le (ou les) candidat(s) qui a obtenu le moins de voix est éliminé. Pour donner une idée de la popularité de cette émission, la finale de la seconde édition (2013) d'Arab Idol a été regardée par pas moins de 100 millions de téléspectateurs [45].

La troisième édition, qui doit s'achever en décembre 2014, a montré de manière claire ce mélange des genres entre le divertissement et la politique.

Tout d'abord, une carte mentionnant les pays arabes de provenance des candidats a été présentée durant une des premières émissions. Le problème est que cette carte mentionnait « Israël » au lieu de « Palestine » pour identifier l'origine de deux candidats d'origine palestinienne : Manal Mousa et Haitham Khalaily. Après le tollé populaire soulevé par cette bourde, le groupe MBC se justifia en déclarant qu'il ne s'agissait que d'une erreur technique [46].

Manal Moussa interprète la chanson "Haddi ya bahr" (Folklore palestinien)

Haitham Khalaily interprète la chanson “Ya tallat khaylina” (Folklore palestinien)

Mais l'histoire n'est pas aussi simple que cela car les candidats d'origine palestinienne sont en fait des Arabes israéliens et donc détenteurs de passeports de l'État hébreu. D'ailleurs les médias israéliens s'en étaient donné à cœur joie. À titre d'exemple, Haaretz avait titré « *Le prochain Arab Idol pourrait être Israélien* » [47], la chaîne I24News avait annoncé « *Deux Israéliens accomplissent le rêve “Arab Idol” au Liban* » [48], alors que le Times of Israël déclarait « *Des Israéliens chantent à Arab Idol, pour la Palestine* » [49]. L'affaire a atteint des proportions telles que le porte-parole de l'armée israélienne en personne, Avichay Adraee, a émis ses vœux de succès aux deux candidats [50].



Avichay Adraee, le porte-parole de l'armée israélienne

De nombreux internautes et citoyens arabes ont, une fois de plus, accusé MBC de vouloir « normaliser » les relations avec Israël, et que le changement de noms était prémédité, ce que le groupe a nié par la voix de son porte-parole officiel, Mazen Hayek [51].

Une autre décision prise par la chaîne en ce qui concerne l'association des candidats avec leurs pays d'origine montre une claire orientation politique. Un des candidats, Ammar Al Koufi, est Irakien, d'origine kurde. Au lieu de mentionner son pays officiel,

c'est-à-dire l'Irak, il est associé au « Kurdistan irakien » comme s'il s'agissait d'un vrai pays. C'est comme si au lieu d'écrire « Algérie » pour un concurrent algérien, on utiliserait une dénomination ethnico-régionale comme « Kabyle », « Chaoui » ou « Mozabite ». Et de tels exemples sont nombreux dans les pays arabes.

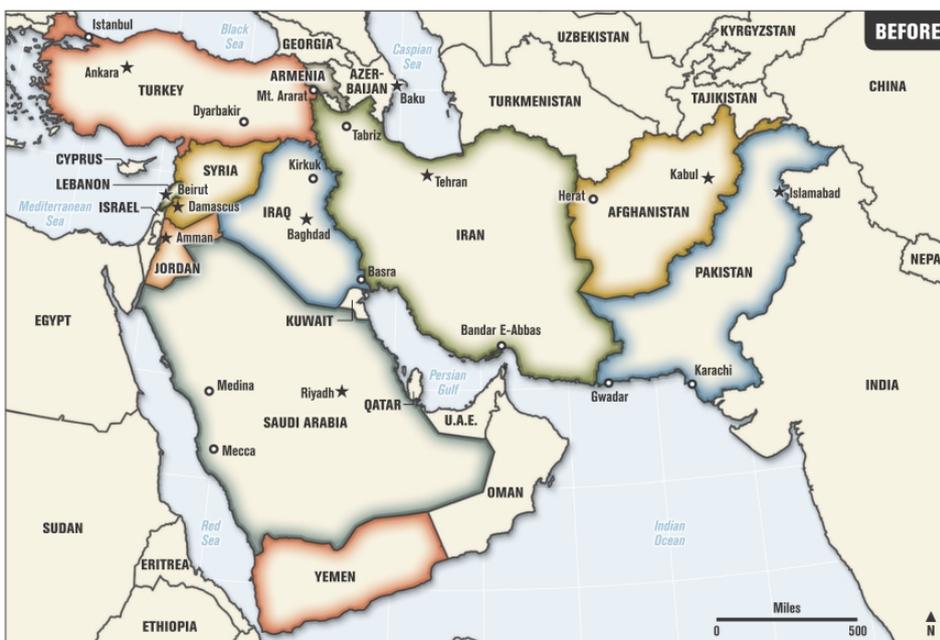
Ammar Al Koufi interprète un "mawwal" irakien et une chanson du folklore kurde

Cette différenciation territoriale entre l'Irak et le Kurdistan irakien par MBC n'est certainement pas fortuite. Elle correspond à la doctrine du « Grand Moyen-Orient » qui préconise le remodelage des frontières d'une région géographique regroupant les pays arabes et certains pays avoisinants, mettant ainsi fin à celles héritées des accords Sykes-Picot.

Bien que lancé sous la houlette du président G.W. Bush et de ses faucons néoconservateurs [52], ce projet s'inspire d'une idée théorisée en 1982 par Oded Yinon, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères israélien. Le « Plan Yinon », comme on le nomme, avait pour objectif de « *défaire tous les États arabes existants et de réorganiser l'ensemble de la région en petites entités fragiles, plus malléables et incapables d'affronter les Israéliens* » [53].

À titre d'exemple, ce plan recommandait la division de l'Irak en trois états distincts : sunnite, kurde et chiite [54].

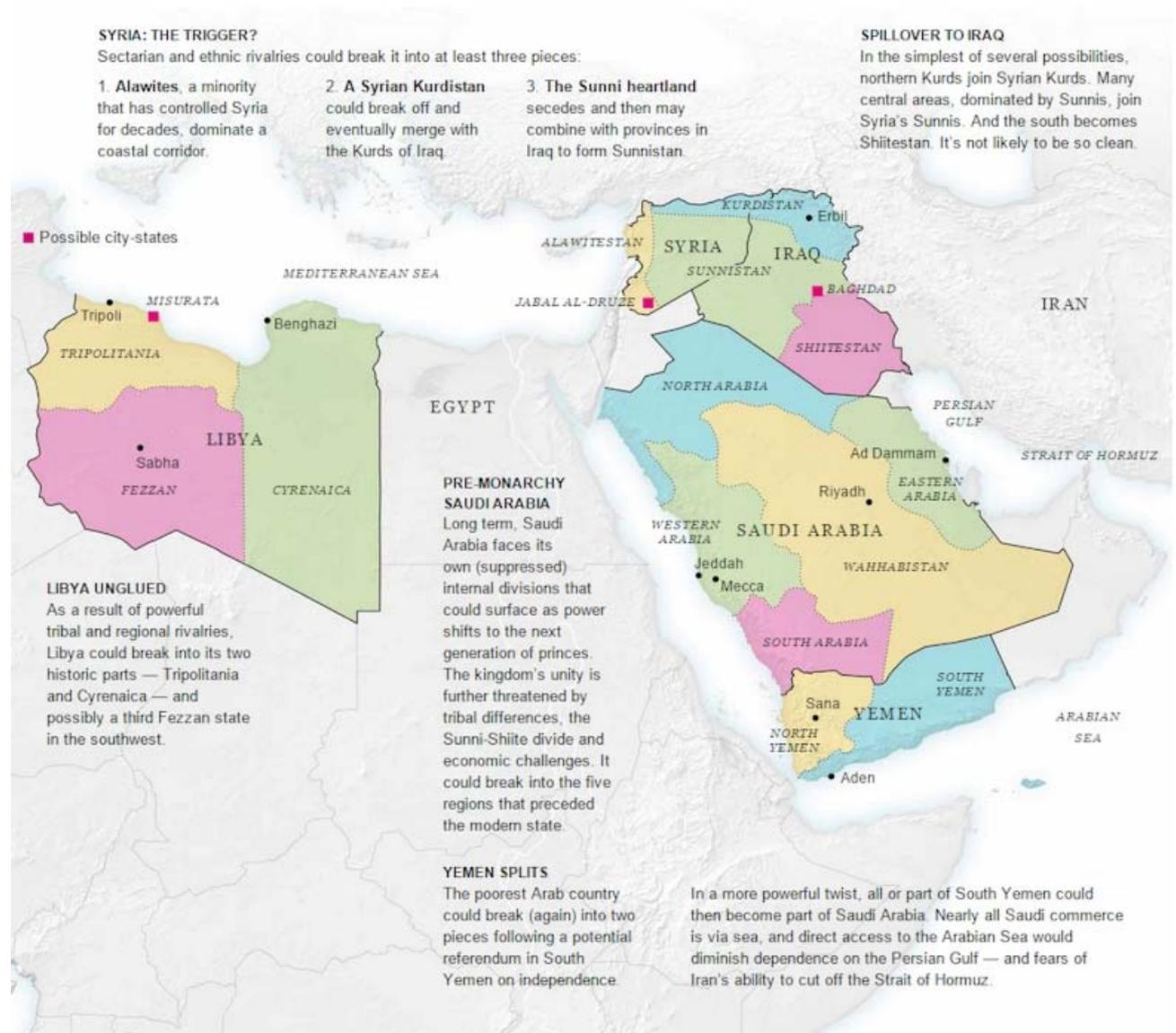
En 2006, Ralph Peters, lieutenant-colonel de l'armée américaine, publia un article sur le « Grand Moyen-Orient » dans lequel il avança que les nouvelles frontières des pays le composant devraient refléter les « *affinités ethniques* » et le « *communautarisme religieux* » [55]. Sur cette base, il proposa une carte qui présente de nombreuses similitudes avec celle de Yinon [56].



Le « Grand Moyen-Orient » selon Ralph Peters

De son côté, Jeffrey Goldberg a proposé en 2008 une autre carte de découpage du Grand Moyen-Orient dans laquelle il prévoyait la division de la Syrie et de l'Irak, mais aussi celle du Soudan en deux états, baptisant la nouvelle entité « Nouveau Soudan » [57]. Rappelons que le Soudan du Sud s'est séparé du Soudan en 2011, soit trois années après la parution de la carte de Goldberg.

Suggérée par Robin Wright, la carte la plus récente du « dépeçage » du Grand Moyen-Orient date de septembre 2013 [58]. En plus des partages de la Syrie et de l'Irak, il y propose la division de la Libye en trois entités : la Tripolitaine, La Cyrénaïque et le Fezzan. Cette carte prévoit aussi la séparation du Yémen en deux parties (Nord et Sud), situation qui prévalait avant 1990, année de la réunification du pays.



Le « Grand Moyen-Orient » selon Robin Wright

L'Arabie saoudite serait-elle en train de jouer une partition composée par Israël et interprétée par les jeunes candidats arabes? Œuvrerait-elle pour un démembrement de l'Irak majoritairement chiite afin de l'affaiblir et, comme l'insinue Yaron Friedman [59], empêcher l'axe chiite (Iran, Irak, Hezbollah, Houthis du Yémen) de dominer la scène géopolitique du Moyen-Orient au détriment des sunnites ?

Ainsi, bien que les médias qataris et saoudiens aient su attirer un très grand nombre de téléspectateurs arabes grâce à leur maîtrise des techniques télévisuelles modernes, il n'en reste pas moins qu'ils sont de puissants instruments efficacement utilisés dans le déploiement de l'action politique de leurs pays respectifs. Alors que leur rôle partial et dénué d'éthique professionnelle a été révélé dans leurs couvertures du « printemps » arabe ou dans leurs traitements de la cause palestinienne par leurs chaînes d'information continue, il s'avère que le groupe MBC utilise aussi ses chaînes de divertissement dans le but de véhiculer les visées politiques de la monarchie saoudienne.

Entre vocalises, glissandos et « mawwals », les futures stars arabes soupçonnent-elles qu'elles font partie, malgré elles, d'une stratégie politique élaborée à leur insu?

Références

1. Mohammed El Oifi, « Le face-à-face Al-Arabiya/Al-Jazeera : un duel diplomatico-médiatique », Magazine Moyen-Orient, juin 2010, <http://www.moyenorient-presse.com/?p=705>
2. AFP, « Egypte : la crédibilité entamée d'Al-Jazeera et d'Al-Arabiya », L'expansion, 21 juillet 2013, http://l'expansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/egypte-la-credibilite-entamee-d-al-jazeera-et-d-al-arabiya_1268006.html
3. Amin Hamadé, « Comment Al-Jazira et sa rivale Al-Arabiya couvrent-elles la guerre à Gaza ? », Le Courrier International, 22 novembre 2012, <http://www.courrierinternational.com/article/2012/11/22/comment-al-jazira-et-sa-rivale-al-arabiya-couvrent-elles-la-guerre-a-gaza>
4. Voir réf. 2
5. Sultan Al Qassemi, « Egypt made al Jazeera — and Syria's destroying it », Foreign Policy, 2 août 2012, http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/08/02/breaking_the_arab_news
6. Johnson, T. et Fahmy, S. (2010). « Who is winning the hearts and minds of the Arab public? », International Communication Research Journal, 45(1-2), 24–48 (2010), https://www.academia.edu/1984609/The_credibility_of_Al-Jazeera_Al-Arabiya_Al-Hurra_and_local_Arab_stations
7. Elie Chalala, « Al Jazeera and Al Arabiya Face Criticism... But of Network Ownership or Syrian Coverage », Al Jadid, 24 avril 2013, <http://www.aljadid.com/content/al-jazeera-and-al-arabiya-face-criticism-network-ownership-or-syrian-coverage-0>
8. Yassine Khiri, « Al Jazeera, la chaîne phare du monde arabe ne brille plus », Le Vif, 25 juillet 2013, <http://www.levif.be/actualite/international/al-jazeera-la-chaine-phare-du-monde-arabe-ne-brille-plus/article-normal-96957.html>
9. Heather Brown, Emily Guskin and Amy Mitchell, « Arab Satellite News », Pew Research Journalism Project, 28 novembre 2012, <http://www.journalism.org/2012/11/28/arab-satellite-news/>
10. Fred Halliday, « Political Journeys: The Open Democracy Essays », Yale University Press, États-Unis (2012), p. 118, <http://books.google.ca/books?id=QjWCHalnTAsC&pg=PA118&lpg=PA118&dq=wadah+khanfar+islamist&source=bl&ots=iRQWu6sF3a&sig=L-yP1dNZtO6DvDwevYAFE-eWZIQ&hl=fr&sa=X&ei=eRSBVMpZDYieyATW8YH4BA&ved=0CFEQ6AEwCzgK#v=onepage&q=wadah%20khanfar%20islamist&f=false>
11. Benjamin Barthe, « Docteur Wadah et Mister Khanfar : l'insaisissable patron d'Al-Jazira annonce sa démission », Le Monde, 21 septembre 2011, http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2011/09/21/demission-du-directeur-general-d-al-jazira_1575153_3236.html
12. International Crisis Group, « Crisis Group Announces New Board Members », 2 juillet 2012, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2012/general/crisis-group-announces-new-board-members.aspx>
13. International Crisis Group, « Who supports Crisis Group? », <http://www.crisisgroup.org/en/support/who-supports-crisisgroup.aspx>
14. International Crisis Group, « Crisis Group's Board of Trustees », <http://www.crisisgroup.org/en/about/board.aspx>
15. Ahmed Bensaada, « Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe », Éditions Michel Brûlé, Montréal (2011), Éditions Synergie, Alger (2012)
16. National Endowment for Democracy, « 2007 Democracy Service Medal », 18 juin 2007, <http://www.ned.org/events/democracy-service-medal/2007>
17. Ahmed Bensaada, « Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe », Éditions Michel Brûlé, Montréal (2011), Éditions Synergie, Alger (2012)
18. Ahmed Bensaada, « Ukraine : autopsie d'un coup d'état », Reporters, 10 mars

- 2014, http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=257:ukraine-autopsie-dun-coup-detat&catid=48:orientoccident&Itemid=120
19. Ahmed Bensaada, « Hong Kong : un virus sous le parapluie », Reporters, 14 octobre 2014, http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=294:hong-kong-un-virus-sous-le-parapluie&catid=46:qprintemps-arabeq&Itemid=119
 20. International Crisis Group, « Crisis Group Senior Advisers », <http://www.crisisgroup.org/en/about/~link.aspx?id=AFAAD992BC154C93B71B1E76D6151F3F&z=z>
 21. International Crisis Group, « About Crisis Group », <http://www.crisisgroup.org/en/about.aspx>
 22. Rebecca Shapiro, « Wadah Khanfar, Former Al Jazeera Director: I Was 'Under Pressure' From Middle Eastern Governments », The Huffington Post, 29 novembre 2011, http://www.huffingtonpost.com/2011/11/29/wadah-khanfar-former-al-j_n_1118477.html
 23. David D. Kirkpatrick, « After Disclosures by WikiLeaks, Al Jazeera Replaces Its Top News Director », The New York Times, 20 septembre 2011, http://www.nytimes.com/2011/09/21/world/middleeast/after-disclosures-by-wikileaks-al-jazeera-replaces-its-top-news-director.html?_r=0
 24. AFP, « Qatar : le nouvel émir forme son cabinet », Le Nouvel Observateur, 25 juin 2013, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130625.AFP7427/qatar-l-emir-abdique-au-profit-de-son-fils.html>
 25. WikiLeaks, « Ideological And Ownership Trends In The Saudi Media », Câble 09RIYADH651, <https://cablegatesearch.wikileaks.org/cable.php?id=09RIYADH651>
 26. Marwan M. Kraidy, « Hypermedia and Governance in Saudi Arabia », First Monday. Special Issue No. 7, Departmental Papers (ASC). University of Pennsylvania, 2006, http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1193&context=asc_papers
 27. Sultan Al Qassemi, « Al-Jazeera : une objectivité mise en cause », Slate Afrique, 16 août 2012, <http://www.slateafrique.com/92763/l%E2%80%99egypte-al-jazeera-syrie-al-arabiyya-propagande-qatar-arabie-saoudite>
 28. Steve Coll, « An intimate look at the Bin Laden family », Today, 5 avril 2008, <http://www.today.com/id/23955877/site/todayshow/ns/today-books/t/intimate-look-bin-laden-family/#.VIRpvjGG98F>
 29. Centre Princesse Jawhara Al Ibrahim, « La princesse Jawhara », http://al-jawhara-center.kau.edu.sa/Content.aspx?Site_ID=287&lng=AR&cid=40127
 30. AP, « First Wife of King Fahd Dies », 9 mars 1999, <http://www.apnewsarchive.com/1999/First-Wife-of-King-Fahd-Dies/id-0113dc8399a0764765e1092ffc311451>
 31. [Christophe Cornevin](#), « Abdul Aziz Ben Fahd, le prince braqué à Paris est un amateur des "plaisirs de la vie" », Le figaro, 20 août 2014, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2014/08/19/01016-20140819ARTFIG00327-abdul-aziz-ben-fahd-prince-braque-a-paris.php>
 32. Arab News, « New minister of state appointed », 26 avril 2014, <http://www.arabnews.com/news/561076>
 33. Voir réf. 31
 34. Jon B. Alterman, « New Media, New Politics? », Policy Paper No. 48 (1998), p.21, <https://www.washingtoninstitute.org/uploads/Documents/pubs/PolicyPaper48.pdf>
 35. Naomi Sakr, « Whys and Wherefores of Satellite Channel Ownership », Satellite Realms: Transnational Television, Globalization and the Middle East, 2001, http://acc.teachmideast.org/texts.php?module_id=13&reading_id=1029&print=1
 36. Mallouk Al Cheikh, « Abdul Rahman Al Rached : les Frères d'Égypte louent la Turquie et imitent l'Iran », Al Majalla, 8 février 2013, <http://www.majalla.com/arb/2013>

- [/02/article55242362](#)
37. Voir réf. 1
 38. Al Arabiya Net, « Al Rached : Al Arabiya ne reflète pas l'opinion des États-Unis », 20 novembre 2010, <http://www.alarabiya.net/articles/2009/01/15/64254.html>
 39. Youtube, « Le Cheikh Mohsen Al Awaji clache la chaîne Al Arabiya », vidéo mise en ligne le 2 février 2010, <https://www.youtube.com/watch?v=nICSV8tWb1Y>
 40. Andrew Hammond, « Saudi Arabia's Media Empire: keeping the masses at home », Arab Media and Society, No 3, Automne 2007, <http://www.arabmediasociety.com/?article=420>
 41. Sam Stein, « Obama On Al-Arabiya: First Formal Interview As President With Arab TV Network (VIDEO) », The Huffington Post, 27 février 2009, http://www.huffingtonpost.com/2009/01/26/al-arabiya-obama-does-fir_n_161087.html
 42. Voir réf. 1
 43. Mohammed Al Sheikh, « La paix avec Israël est la solution », Al Arabiya Net, 26 juillet 2014, <http://www.alarabiya.net/ar/politics/2014/07/26/%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85-%D9%85%D8%B9-%D8%A5%D8%B3%D8%B1%D8%A7%D8%A6%D9%8A%D9%84-%D9%87%D9%88-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%84-.html>
 44. Yaron Friedman, « L'Arabie Saoudite aimerait "enrôler" Tshal dans les combats à venir », JForum, 4 août 2014, <http://www.jforum.fr/forum/international/article/l-arabie-saoudite-aimerait-enroler>
 45. France 24, « Deux chanteurs Arabes israéliens à la conquête d'Arab Idol au Liban », 21 octobre 2014, <http://www.france24.com/fr/20141021-arab-idol-arabes-israeliens-liban-manal-mousa-haitham-khalaily-mohammad-assaf/>
 46. Al Ahram, « MBC : l'apparition de nom "Israël" dans Arab Idol est une erreur technique », 9 octobre 2014, <http://gate.ahram.org.eg/News/535356.aspx>
 47. Areej Hazboun, « Next 'Arab Idol' may be Israeli », Haaretz, 18 octobre 2014, <http://www.haaretz.com/news/national/1.621368>
 48. I24News, « Deux Israéliens accomplissent le rêve "Arab Idol" au Liban », 18 octobre 2014, <http://www.i24news.tv/fr/actu/international/moyen-orient/47794-141018-deux-israeliens-accomplissent-le-reve-arab-idol-au-liban>
 49. Times of Israel, « Israelis sing on Arab Idol, for Palestine », 23 septembre 2014, <http://www.timesofisrael.com/israelis-sing-for-palestine-in-arab-idol/>
 50. Watan, « Le porte-parole de l'armée israélienne cause un crise à Arab Idol et MBC », 20 octobre 2014, <https://www.watan.com/%D9%86%D9%83%D8%B4%D8%A7%D8%AA/item/2264-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AA%D8%AD%D8%AF%D8%AB-%25D%E2%80%A6>
 51. El Youm 7, « MBC nie la normalisation après l'apparition du nom "Israël" dans Arab Idol », 10 septembre 2014, <http://www.youm7.com/story/2014/9/10/%D8%A5%D9%85-%D8%A8%D9%89-%D8%B3%D9%89-%D8%AA%D9%86%D9%81%D9%89-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B7%D8%A8%D9%8A%D8%B9-%D8%A8%D8%B9%D8%AF-%D8%B8%D9%87%D9%88%D8%B1-%D8%A7%D8%B3%D9%85-%D8%A5%D8%B3%D8%B1%D8%A7%D8%A6%D9%8A%D9%84-%D9%81%D9%89-%D8%A2%D8%B1%D8%A7%D8%A8-%D8%A2%D9%8A%D8%AF%D9%88%D9%84/1857882#.VlaYIDGG98E>
 52. Charles Saint-Prot, « La nouvelle carte américaine du Proche-Orient », Observatoire d'Études Géopolitiques, octobre 2006, <http://www.etudes-geopolitiques.com/la-nouvelle-carte-americaine-du-proche-orient>
 53. Habib Tawa, « Le Proche-Orient en miettes », Afrique Asie, Septembre 2014, p. 33.
 54. Voir réf. 52
 55. Ralph Peters, « [Blood borders](#) », Armed Force Journal, 1er juin 2006, <http://www.armedforcesjournal.com/blood-borders/>
 56. Cette carte peut être consultée à l'adresse suivante : <http://afj.wpengine.com/wp-content/uploads/2013/10/peters-map-after.jpg>

57. Jeffrey Goldberg, « After Iraq », The Atlantic, 1er janvier 2008, http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2008/01/after-iraq/306577/?single_page=true
58. Robin Wright, « Imagining a Remapped Middle East », The New York Times, 28 septembre 2013, <http://www.nytimes.com/2013/09/29/opinion/sunday/imagining-a-remapped-middle-east.html?pagewanted=all>
59. Voir réf. 44

Cet [article](#) a été publié par le quotidien algérien [Reporters](#), le samedi 13 décembre 2014 (pp. 12-14)



[Lire l'article en format "Journal"](#)

Copyright © 2014 Global Research